

# Prévisions conjoncturelles

## Situation générale

Confirmant en grande partie son évaluation d'avril, le Groupe d'experts de la Confédération s'attend pour 2020 à la plus forte baisse du PIB depuis des décennies. Suite aux mesures de politique sanitaire devenues nécessaires à la mi-mars pour contenir la propagation du virus, de nombreuses entreprises ont dû restreindre ou interrompre leurs activités commerciales, notamment dans l'hôtellerie et la restauration, le commerce de détail, le secteur culturel et celui des loisirs, ce qui a entraîné une chute brutale du PIB dès le 1<sup>er</sup> trimestre. Le creux de la

vague sera atteint au 2<sup>e</sup> trimestre, qui a été encore plus affecté par les mesures. Les perspectives se sont quelque peu améliorées, du moins à court terme, grâce à l'assouplissement un peu plus rapide des mesures dès la fin avril.<sup>15</sup> À condition qu'il n'y ait pas de nouvelle vague de pandémie assortie de mesures strictes de confinement, l'économie devrait continuer à se redresser au cours du second semestre de l'année. Le groupe d'experts prévoit une baisse du PIB de 6,2 % pour l'ensemble de l'année 2020 et une croissance de 4,9 % en 2021.<sup>16</sup>

## Prévisions pour la Suisse

Maintenant son évaluation d'avril, le groupe d'experts prévoit une baisse sans précédent du PIB en 2020 en conséquence de la crise du Covid-19 (- 6,2 % : graphique 39, tableau 7). À partir de la mi-mars, la croissance du nombre de cas de Covid-19 en Suisse a nécessité l'adoption de mesures sanitaires rigoureuses. De nombreuses entreprises ont dû restreindre ou interrompre leurs activités commerciales, par exemple du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, dans le commerce de détail ainsi que dans le secteur culturel et celui des loisirs. Cette situation a entraîné une chute soudaine de la production et des dépenses de consommation privée. Le PIB a ainsi déjà fortement chuté au 1<sup>er</sup> trimestre. Pour le 2<sup>e</sup> trimestre, au cours duquel l'activité économique a été affectée par les mesures sur une plus longue période, le groupe d'experts s'attend à une baisse encore plus forte du PIB.

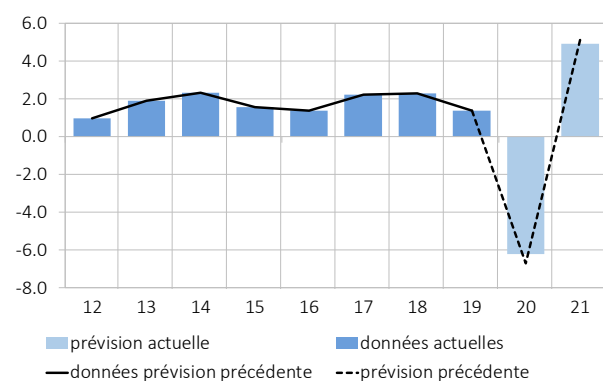
PIB 2020 : -6,2 %

Comparées aux prévisions d'avril, les perspectives à court terme sont toutefois un peu plus positives, notamment parce qu'une part des mesures d'assouplissement en Suisse a été mises en œuvre plus rapidement que prévu. Il s'ensuit une légère révision à la hausse du taux de croissance annuelle du PIB en 2020 par rapport aux prévisions d'avril (2020 : +0,5 pp). Divers indicateurs –

par ex. les paiements par carte de crédit – montrent que, dans de nombreux secteurs touchés, la consommation a déjà pu redémarrer de manière significative en mai du fait de l'assouplissement progressif des mesures dès la fin avril.

graphique 39 : Prévisions du PIB, corrigé des événements sportifs

valeurs réelles, variation en % sur un an



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

Toutefois, comme dans les dernières prévisions, le groupe d'experts ne s'attend, en matière de consommation, qu'à des effets de rattrapage limités pour le reste de l'année. Si le travail à temps partiel permet certes

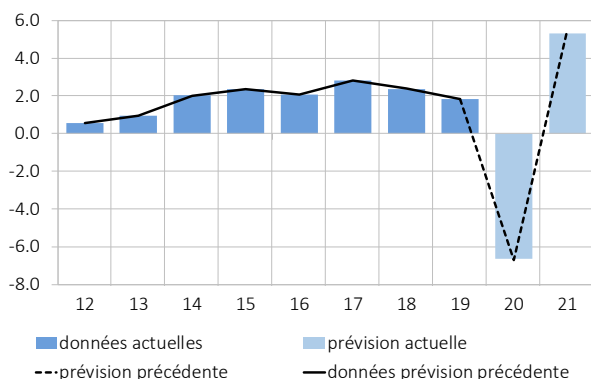
<sup>15</sup> C'est également ce que reflète l'analyse du point de vue de la production ; cf. encadré « Nowcast du PIB au niveau sectoriel à l'aide d'indicateurs haute fréquence ».

<sup>16</sup> Cf. <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/konjunkturprognosen.html>.

d'éviter les suppressions d'emplois et de limiter les pertes de revenus, les ménages seront néanmoins confrontés à une baisse sensible de leurs revenus en raison de la hausse du chômage et du chômage partiel. La grande incertitude économique et les mesures de protection visant à prévenir la contamination risquent de freiner davantage les dépenses de consommation des ménages privés. Pour l'année 2020, le groupe d'experts prévoit une baisse de la consommation privée de 7,2 % (graphique 41).

#### graphique 40 : Demande mondiale

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondérés par les exportations, valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % sur un an



sources : offices statistiques respectifs, OECDE, FMI, Groupe d'experts de la Confédération

Parallèlement, le déclenchement et la propagation pandémique du coronavirus ont entraîné l'un des effondrements les plus rapides et les plus profonds jamais enregistrés dans l'économie mondiale. Depuis le mois d'avril, la pandémie s'est étendue à presque toutes les régions du monde, avec des degrés de gravité variables et une propagation échelonnée dans le temps. Outre les différences de l'évolution épidémiologique, les mesures prises par les gouvernements pour contenir la propagation du virus diffèrent de pays en pays. De nombreux pays européens ont réagi par des interventions énergiques, au niveau national, dans la vie sociale et économique. Ces mesures allaient de la fermeture de frontières, d'entreprises et d'usines jusqu'aux couvre-feux. Dans les pays qui ont été particulièrement touchés par la pandémie, comme l'Italie, l'Espagne et la France, les mesures prises ont été très strictes et certaines ont même été prolongées à plusieurs reprises. En conséquence, les retombées économiques dans ces pays étaient déjà relativement graves au 1<sup>er</sup> trimestre. Dans d'autres pays qui ont également été très fortement touchés par la pandémie,

**Effondrement sans précédent de l'économie mondiale**

comme les États-Unis, mais aussi le Brésil, la Russie et l'Inde, les mesures prises par les gouvernements ont été moins draconiennes en termes de durée ou de portée régionale. Dans ces pays, néanmoins, la pandémie a également eu un impact économique majeur. Si la situation épidémiologique se stabilise dans les prochains mois, la plupart des pays devraient connaître au cours du 2<sup>e</sup> semestre une reprise qui, cependant, devrait être lente. Dans l'ensemble, le groupe d'experts s'attend à ce que la demande mondiale pondérée par les exportations diminue de 6,6 % en 2020, puis augmente à nouveau de 5,3 % en 2021 (graphique 40).<sup>17</sup>

Le caractère négatif du développement économique international affecte gravement certains secteurs du commerce extérieur suisse. Toutefois, la crise du Covid-19 se distingue fortement de la crise financière en ce qui concerne le canal du commerce extérieur. Lors de la crise financière, la demande de biens de consommation durables et, en particulier, de biens d'équipement, dont la production repose sur une forte interconnexion au niveau mondial, a chuté. Le commerce mondial de marchandises et l'industrie ont ainsi été touchés de manière disproportionnée par la crise. Dans la crise du Covid-19, en revanche, ce sont principalement les secteurs des services aux personnes qui souffrent, soit qu'ils ont été directement limités par les mesures des gouvernements au motif des risques sanitaires, soit qu'ils sont confrontés à une demande massivement inférieure due à l'insécurité des consommateurs.

**Commerce de services fortement exposé**

Cela se reflète de manière frappante dans le nombre de nuitées de visiteurs étrangers en Suisse, lequel n'a atteint, en avril, que 10 % de son niveau d'avant la crise. Avec l'ouverture des frontières à de nombreux pays européens le 15 juin, les touristes européens pourraient revenir, mais la demande des touristes non européens, cruciale pour certaines régions, ne devrait se redresser que lentement. Compte tenu des pertes massives consécutives aux mesures sanitaires, on ne peut s'attendre qu'à une reprise très progressive du trafic de passagers (en particulier dans le transport aérien). D'autres secteurs d'exportation de services, tels que les revenus de licences et de brevets, ainsi que le secteur financier ont été beaucoup moins touchés. Dans l'ensemble, cependant, les exportations de services devraient connaître une chute inégalée en 2020 (-12,3 %).

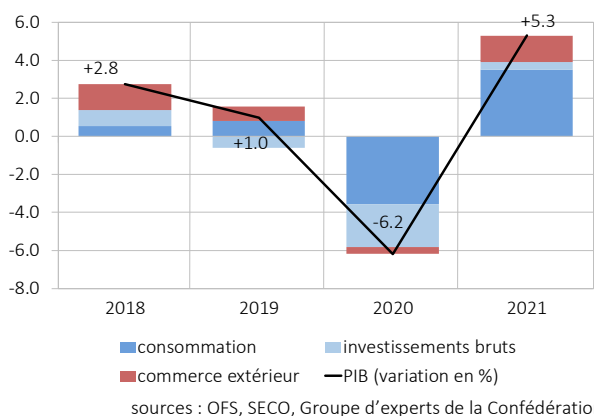
Les exportations de marchandises sensibles au cycle conjoncturel (notamment l'horlogerie, les machines et les métaux) sont elles aussi fortement affectées par la crise. Toutefois, le développement toujours fructueux de

<sup>17</sup> Pour plus d'informations sur la situation et les perspectives dans les différents pays, voir le chapitre « Environnement international et monétaire ».

l'industrie pharmaceutique suisse devrait limiter le déclin global. À la faveur des exportations de produits pharmaceutiques, les chiffres des exportations de biens ont même reflété une croissance positive au 1<sup>er</sup> trimestre, et la baisse au 2<sup>e</sup> trimestre ne sera probablement pas aussi forte que pour les exportations de services. Quant aux exportations de marchandises dans leur ensemble, le groupe d'experts s'attend à une baisse de 6,9 %, soit inférieure à celle de 2009 (-11,4 %).

#### graphique 41 : Prévisions, PIB et composantes

valeurs réelles, corrigées des effets des événements sportifs, contributions des composantes en points de pourcentage, 2020–2021 : prévisions



En tant que composante cyclique, les investissements réagissent très fortement à la crise du Covid-19. Les investissements en biens d'équipement, en particulier, sont en forte baisse (-14 %). D'une part, de nombreuses entreprises ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires, au printemps, en raison des mesures de politique sanitaire, ce qui a entraîné une grave détérioration de leur situation financière. D'autre part, une grande incertitude persiste quant à l'évolution future de la pandémie et aux restrictions et autres interventions de l'État. En outre, comme l'assouplissement des mesures est susceptible d'entraîner une reprise de la demande plus lente que celle de l'offre, le faible niveau d'utilisation des capacités réduit la nécessité d'investir. Le groupe d'experts s'attend aussi à une baisse (-1,5 %) des investissements dans la construction. La demande sur le marché immobilier s'affaiblit face à l'évolution négative des revenus. En outre, la crise freine la demande dans le secteur des biens immobiliers commerciaux.

La forte baisse des exportations, des investissements et de la consommation a eu un fort impact négatif sur les importations (-10,1 %). Dans l'ensemble, la contribution du commerce extérieur est légèrement négative (-0,4 point de pourcentage). Comme de nombreux Suisses, cette année, passeront probablement leurs vacances en Suisse plutôt qu'à l'étranger, on s'attend à une forte baisse des importations – touristiques et des

services de transport surtout – en concomitance avec celle des exportations. Cela devrait soutenir le tourisme suisse, de sorte que, globalement, il devrait être beaucoup moins affecté que ce que laisse supposer l'absence de visiteurs étrangers.

La crise du Covid-19 laisse également une empreinte importante sur le marché du travail. Grâce à un recours large et intensif au chômage partiel, une augmentation massive du chômage, comme aux États-Unis par exemple, a pu être évitée au cours du premier semestre 2020. Toutefois, vu la situation difficile de nombreuses entreprises, le chômage devrait encore augmenter au cours de l'année. En moyenne annuelle, le groupe d'experts prévoit un taux de chômage de 3,8 %, qui se traduirait par une baisse de 1,5 % de l'emploi.

Avec la remontée du prix du pétrole après les creux atteints en avril, le taux de renchérissement devrait être à nouveau un peu plus élevé, en comparaison annuelle, dans les prochains mois. Dans l'ensemble, cependant, ils restent clairement en terrain négatif. Le groupe d'experts prévoit un taux d'inflation global de -0,9 % (prévision d'avril : -1,0 %).

La reprise de l'économie suisse devrait se poursuivre en 2021. Le groupe d'experts s'attend à une hausse du PIB de l'ordre de 4,9 % (prévision d'avril : 5,2 %). Cela présuppose qu'aucun nouveau resserrement des mesures de politique sanitaire ne survienne, que les effets économiques de second tour tels que les licenciements et les faillites d'entreprises restent limités et que la demande étrangère revienne progressivement à la normale. Les dépenses intérieures de consommation et d'investissement devraient ensuite se redresser progressivement. La situation sur le marché du travail ne devrait s'améliorer que lentement : le chômage devrait encore augmenter pour atteindre 4,1 % en 2021 et l'emploi ne devrait croître que légèrement. Le renchérissement devrait atteindre -0,3 % en 2021. Enfin, on peut s'attendre à une augmentation sensible des revenus des licences et des brevets si les grands événements sportifs internationaux actuellement programmés se déroulent comme prévu. Cela accroît la contribution du commerce extérieur (graphique 41).

Malgré la reprise prévue, le niveau d'avant la crise ne sera pas atteint avant fin 2021. La baisse des investissements et les répercussions négatives du chômage sur le taux de participation et l'immigration ont également un impact négatif sur le potentiel de croissance, empêchant ainsi que le développement prévu avant l'éclatement de la crise du Covid-19 soit atteint, même après la fin de l'horizon prévisionnel.

## Risques

La suite de l'évolution conjoncturelle dépend étroitement de celle de la pandémie. L'incertitude des prévisions reste donc extrêmement élevée, même si la disponibilité des premières données « solides » pour mars et avril a quelque peu réduit l'incertitude concernant la quantification des effets directs des mesures prises.

D'une part, l'économie pourrait se redresser plus rapidement que prévu ; ce pourrait être le cas, par exemple, si l'assouplissement des mesures intervient plus rapidement, si la consommation indigène est moins bouleversée par le Covid-19 ou si le mouvement de rattrapage à l'étranger est plus fort que prévu.

D'autre part, on peut également s'attendre à une nouvelle vague de la pandémie en Suisse ou chez d'importants partenaires commerciaux, ce qui entraînerait des mesures d'endiguement à nouveau plus strictes. S'ensuivraient un ralentissement de la reprise et la probabilité accrue d'effets de second tour plus importants, tels que des vagues de licenciements et de

faillites. Il faudrait alors s'attendre à d'autres effets économiques massifs sur l'ensemble de l'horizon prévisionnel.

Compte tenu des mesures de stabilisation nécessaires, l'endettement des États et des entreprises s'accroît rapidement à l'échelle internationale. Cela augmente le risque de défaut de remboursement des prêts et d'insolvabilité des entreprises, ce qui pourrait, à terme, menacer la stabilité du système financier. Il existe un risque élevé de turbulences sur les marchés financiers et de nouvelles pressions à la hausse sur le franc.

Le conflit commercial international présente des risques supplémentaires pour l'économie mondiale. Enfin, le risque de corrections plus importantes dans le secteur immobilier reste élevé en Suisse.

En raison du niveau d'incertitude extraordinairement élevé, le SECO complète les prévisions économiques du groupe d'experts en présentant deux scénarios économiques.<sup>18</sup>

<sup>18</sup> Voir encadré « L'économie à la croisée des chemins – deux scénarios pour la Suisse ».

**tableau 6 : Conjoncture internationale et cadre monétaire, juin 2020<sup>19</sup>**

sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles

	2018	2019	2020 *	2021 *
<b>Produit intérieur brut, divers pays</b>				
États-Unis	2.9	2.3	-5.6 (-6.3)	4.6 (5.3)
Zone euro	1.9	1.2	-8.9 (-8.2)	5.5 (5.2)
Allemagne	1.5	0.6	-6.2 (-7.0)	4.6 (5.2)
Japon	0.3	0.7	-5.3 (-5.4)	3.0 (3.2)
Pays du Bric	5.9	5.0	-0.6 (-0.2)	8.0 (8.0)
Chine	6.7	6.1	0.2 (0.8)	9.2 (9.2)
Prix du pétrole (USD / baril de Brent)	71.0	64.3	37.8 (38.5)	38.3 (40.3)
<b>Suisse</b>				
Libor à trois mois (en %)	-0.7	-0.7	-0.7 (-0.7)	-0.7 (-0.7)
Obligations de la Confédération à 10 ans (rendement en %)	0.0	-0.5	-0.5 (-0.5)	-0.4 (-0.4)
Indice réel du cours du franc pondéré par les exportations	-2.4	0.5	2.9 (3.1)	0.0 (0.3)

sources : offices statistiques respectifs, FMI, U.S. EIA, Intercontinental Exchange, BNS

\* hypothèses du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions, corrigées des influences saisonnières et des effets calendaires, entre parenthèses : hypothèses précédentes

**tableau 7 : Conjoncture suisse, juin 2020<sup>20</sup>**

sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles, contributions à la croissance en points de pourcentage

	2018	2019	2020 *	2021 *
<b>Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs</b>	2.3	1.4	-6.2 (-6.7)	4.9 (5.2)
<b>Produit intérieur brut</b>	2.8	1.0	-6.2 (-6.7)	5.3 (5.6)
Consommation privée	1.0	1.2	-7.2 (-7.5)	6.5 (6.5)
Consommation de l'État	0.3	1.3	2.2 (2.0)	0.7 (0.7)
Investissements dans la construction	1.2	0.6	-1.5 (-1.5)	0.0 (0.0)
Investissements en biens d'équipement	1.1	1.0	-14.0 (-16.0)	3.0 (3.0)
Exportations de biens	5.9	4.8	-6.9 (-9.5)	6.2 (9.2)
Exportations de services	1.6	-1.9	-12.3 (-13.2)	9.6 (10.5)
Importations de biens	6.2	1.9	-10.9 (-13.2)	5.4 (8.1)
Importations de services	-4.3	1.0	-8.6 (-11.8)	7.3 (9.1)
<b>Contributions à la croissance du PIB</b>				
Demande intérieure finale	0.8	1.0	-5.8 (-6.3)	3.9 (3.9)
Commerce extérieur	1.4	0.8	-0.4 (-0.4)	1.4 (1.7)
Variation des stocks	0.6	-0.8	0.0 (0.0)	0.0 (0.0)
<b>Marché du travail et prix</b>				
Emplois en équivalents plein temps	1.8	1.2	-1.5 (-1.5)	0.2 (0.2)
Chômage (taux en %)	2.5	2.3	3.8 (3.9)	4.1 (4.1)
Indice des prix à la consommation	0.9	0.4	-0.9 (-1.0)	-0.3 (-0.5)

sources : OFS, SECO

\* prévisions (corrigées des influences saisonnières et des effets calendaires) du Groupe d'experts de la Confédération, entre parenthèses : prévisions précédentes

<sup>19</sup> Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.<sup>20</sup> Exportations, importations et contribution à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.